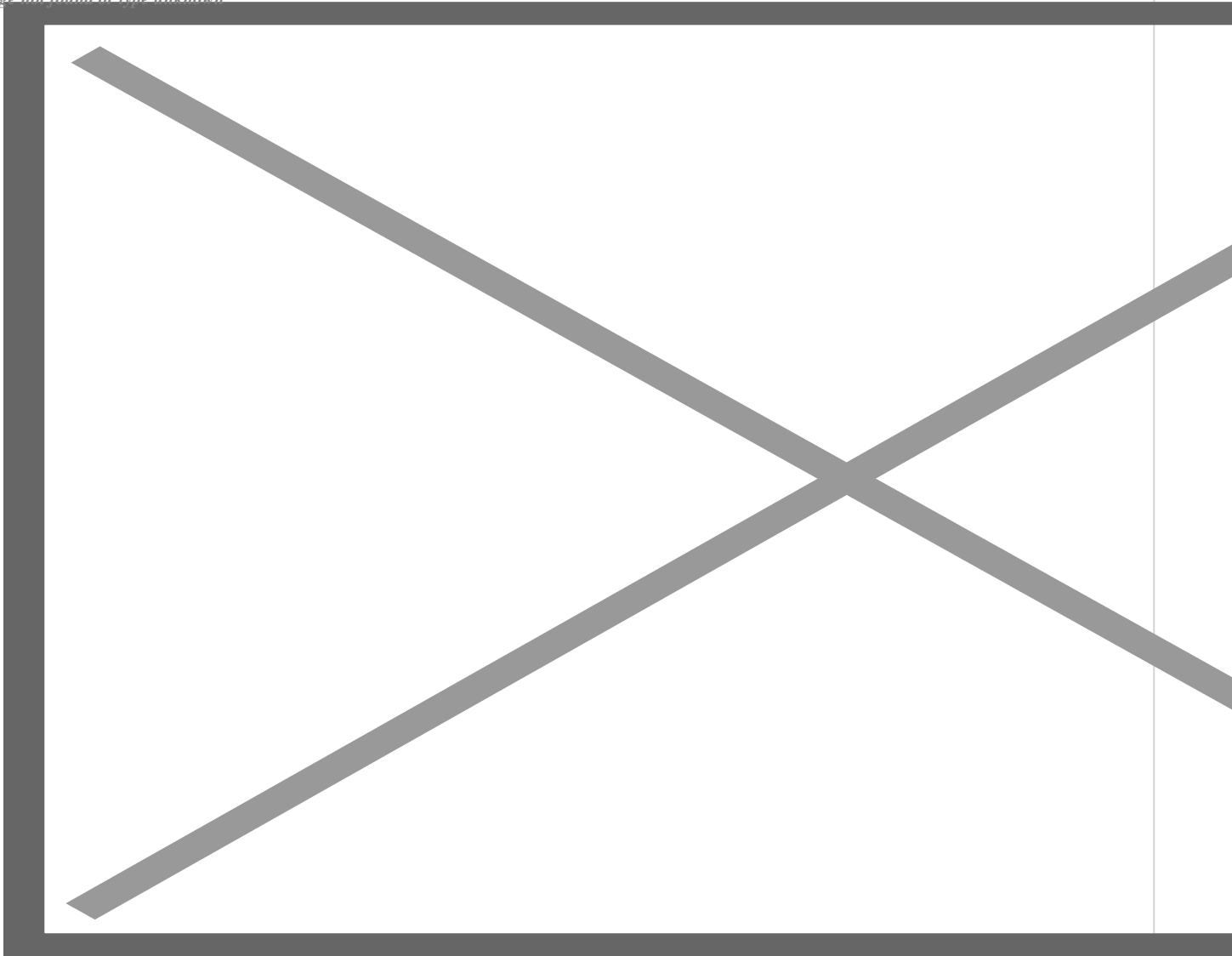


Le coût de la liberté et de la souveraineté

Image not found or type unknown



Le coût de la liberté et de la souveraineté
Par Arthur Gonzalez - 4 juillet 20240

Les pays qui décident d'être libres et souverains doivent payer un prix élevé imposé par la superpuissance impérialiste, qui décide par son libre arbitre qui viole ou non les libertés qu'elle impose au monde, selon le principe : " Faites ce que je dis, mais pas ce que je fais ".

C'est pourquoi Cuba figure sur toutes les listes de violations produites par les Yankees, car le fait de figurer sur leurs listes noires garantit qu'ils vont la sanctionner et serrer la vis qui entrave son développement économique, comme le proposait en 1960 l'ancien sous-secrétaire d'État, Lester Mallory :

[...] "LE SEUL MOYEN POSSIBLE DE FAIRE PERDRE AU GOUVERNEMENT SON SOUTIEN INTÉRIEUR EST DE PROVOQUER LA DÉSILLUSION ET LE DÉCOURAGEMENT PAR L'INSATISFACTION ÉCONOMIQUE ET LES DIFFICULTÉS. TOUS LES MOYENS POSSIBLES DOIVENT ÊTRE UTILISÉS IMMÉDIATEMENT POUR AFFAIBLIR LA VIE ÉCONOMIQUE...".

Les récentes listes publiées par le Département d'Etat concernent les pays où les formes de trafic d'êtres humains sont les plus graves, "dont les gouvernements ne respectent pas les normes minimales et ne font pas suffisamment d'efforts pour se conformer aux protections accordées aux victimes du trafic".

Mais que reproche-t-on à Cuba dans ce dossier ?

Rien de moins que le programme d'aide médicale aux pays qui manquent de personnel qualifié et qui engagent des Cubains pour sauver des vies et prévenir des maladies curables, travail que les médecins yankees ne font à aucun prix, parce qu'ils n'acceptent pas d'aller dans les jungles de l'Amazonie ou celles de l'Afrique.

La résilience du peuple cubain face à l'adversité : Un héritage de lutte et de dignité

Image not found or type unknown

La campagne lancée il y a des années par la mafia terroriste anti-cubaine de Miami et ses hommes de paille au Congrès américain, a exercé une pression brutale sur les politiciens américains pour qu'ils sanctionnent Cuba et empêchent ainsi l'entrée de devises étrangères qui aideraient l'économie nationale. La recherche constante du montant que chaque pays paie pour engager du personnel de santé cubain a été prouvée, indépendamment des consultations spécialisées qu'ils fournissent, des opérations complexes, des naissances et de la réhabilitation de millions de patients qui sont éternellement reconnaissants pour ce service, dans lequel sauver des vies et non de l'argent passe avant tout.

La récente tentative de couper cet afflux d'argent est un programme trompeur destiné aux médecins cubains qui ont émigré aux États-Unis, où ils ne peuvent pas poursuivre leur carrière, même s'ils sont des spécialistes titulaires d'un master ou d'un doctorat. Ce programme leur propose de faire revalider leurs diplômes sans avoir à se soumettre aux exigences de réétude et de réexamen, à condition qu'ils acceptent de se rendre dans les pays où les médecins cubains internationalistes sont basés, en leur versant des salaires élevés et en empêchant ainsi Cuba d'acquiescer de l'argent frais à dépenser dans des programmes sociaux pour le peuple.

Preuve que l'asphyxie économique de Cuba est dans l'intérêt des supposés "bienfaiteurs" yankees.

Il va sans dire que seuls le Venezuela, la Russie, l'Iran, l'Afghanistan, le Nicaragua, le Belarus, la Biélorussie et la Chine figurent sur cette liste de trafiquants d'êtres humains, ce qui n'est pas une coïncidence car ce sont eux qui ne s'agenouillent pas devant les Yankees.

Faute d'éléments solides pour inclure Cuba dans ces listes fallacieuses, ils se sont contentés de l'accuser d'encourager le prétendu trafic d'êtres humains, tout comme le Nicaragua, pour avoir signé un accord d'exemption de visa, et plusieurs compagnies aériennes reliant La Havane à Managua, pour avoir vendu des billets à des Cubains qui, une fois sur place, décident de se rendre par voie terrestre à la frontière des États-Unis. En revanche, les autres pays d'Amérique latine qui voient arriver des vagues de migrants à la frontière américaine ne figurent pas sur la liste.

Le secrétaire d'État Anthony Blinken devrait avoir honte de devoir jouer ce triste rôle et de permettre aux membres du Congrès d'origine cubaine d'utiliser des tons menaçants, sans respecter sa fonction.

L'autre accusation porte sur la liberté religieuse. Dans son récent rapport pour l'année 2023, également présenté par Antony Blinken, il affirme que les lois cubaines "sont défavorables aux croyants et à leurs activités religieuses, et discriminent les groupes qui ne sont pas officiellement enregistrés".

Il est vraiment dommage que les États-Unis aient recours à des mensonges sur une situation inexistante sur l'île.

Comment peuvent-ils accuser Cuba de ne pas avoir de liberté religieuse alors que c'est l'un des rares pays au monde à avoir reçu les trois derniers papes, qui ont célébré des messes sur les places publiques de plusieurs provinces cubaines, en toute liberté et dans le respect, sans prétendre qu'il n'y a pas de liberté religieuse sur l'île ?

La Constitution cubaine établit l'égalité devant la loi de toutes les manifestations religieuses et le droit des citoyens à professer la religion de leur choix. L'État reconnaît, respecte et garantit l'indépendance dans ce domaine.

Le christianisme, le catholicisme, le protestantisme, les églises orthodoxes russe et grecque, le judaïsme, l'islam, le bouddhisme, le spiritisme, les religions cubaines d'origine africaine, la foi bahaïe et les yogas sont tous présents sur l'île.

Ces dernières années, de nouvelles confessions religieuses et des centres œcuméniques protestants et évangéliques ont vu le jour, tous pratiquant leur culte sans restriction. Il existe plus d'un millier de temples et de chapelles appartenant à près de 60 églises évangéliques et protestantes, ainsi qu'environ 3 000 églises de maison dans tout le pays. Les croyants jouissent donc d'une liberté religieuse totale.

Mais ce que le département d'État ne dit pas dans son rapport, c'est la manipulation à des fins subversives que les États-Unis entendent faire des différentes religions à Cuba, afin de renverser le gouvernement, comme le révèlent plusieurs documents officiels yankees.

Une dépêche de l'ambassade à La Havane, envoyée au Département d'État le 14 avril 1959, rédigée par Daniel M. Braddock, ministre conseiller et James A. Noel, chef de la station locale de la CIA, intitulée "Growth of Communism in Cuba", conservée dans les archives centrales du Département d'État, indique notamment ce qui suit

"L'Église catholique s'est intéressée activement à la résistance à l'extension du communisme, mais, sauf en ce qui concerne la Jeunesse Ouvrière Catholique, elle n'a pas été particulièrement efficace, principalement en raison de la difficulté de séparer les activités communistes de celles qui sont véritablement révolutionnaires et de la réticence d'éléments importants de l'Église à remettre en question

le programme révolutionnaire".

Parmi ses propositions, on trouve : "Renforcer les éléments anticommunistes existants dans leurs efforts contre le communisme dans l'Eglise et dans d'autres secteurs de la société".

Trois mois seulement après le triomphe révolutionnaire, ils commençaient déjà à agir pour subvertir le processus.

En novembre 1960, la CIA a lancé, en collaboration avec l'Église catholique, l'opération de guerre psychologique la plus cruelle jamais subie par le peuple cubain, l'exécrable opération Peter Pan, au moyen de laquelle elle a fait croire aux parents cubains que le gouvernement allait leur retirer leurs enfants, parvenant ainsi à faire sortir de Cuba 14 038 enfants mineurs sans leurs parents.

Le 18 janvier 1962, le général de brigade E. S. Lansdale a remis aux plus hautes autorités du gouvernement des États-Unis et au Groupe spécial élargi du Conseil national de sécurité le premier projet de l'opération Mangouste contre Cuba, qui stipule au paragraphe K :

"Le Département d'État et la CIA continuent d'explorer leurs capacités à monter des opérations spéciales à l'intérieur de Cuba, en se concentrant sur les éléments actifs de la population, en particulier des opérations par l'intermédiaire de l'Église pour atteindre les femmes et leurs familles, ainsi que par des contacts professionnels pour atteindre les travailleurs.

Le gouvernement américain, en collaboration avec la CIA, travaille sans relâche pour manipuler les croyants cubains avec le soutien de certaines religions, mais ce n'est pas ce dont parle Antony Blinken.

Une autre preuve irréfutable est le Rapport de la Commission d'aide à une Cuba libre, approuvé le 7 mai 2004 par le président George W. Bush, qui consacre un chapitre à la religion pour accélérer la "transition cubaine", où il est dit :

"Les organisations religieuses, y compris l'Église catholique et certaines dénominations protestantes authentiquement indépendantes, présentent les alternatives les plus rapides et potentiellement les plus fortes à l'État cubain dans la fourniture de services de base et d'informations à la population".

Le rapport 2023 sur la liberté religieuse récemment publié par la secrétaire d'État a dénoncé la situation à Cuba, où "les lois sont défavorables aux croyants et à leurs activités religieuses, les dirigeants religieux sont en prison et les groupes qui ne sont pas officiellement enregistrés font l'objet de discriminations".

Cette affirmation est fautive et manipulée, elle cache l'activité subversive, très éloignée de la religion, que certaines personnes ont menée sous la direction et avec le financement des États-Unis, pour fomenter des actions contre la révolution.

En raison de tout ce qui précède, l'État cubain a été contraint de se défendre et d'adopter des lois pour punir ceux qui, protégés par une prétendue activité religieuse, tentent d'altérer l'ordre constitutionnel et la stabilité du pays, une situation que le rapport du département d'État américain sur la liberté religieuse omet délibérément, parce qu'avec la CIA, ils sont les exécutants historiques de ces activités contre la révolution.

José Martí avait raison lorsqu'il affirmait :

"On punit le mal en permettant qu'il soit enseigné".

(Traduit de Razones de Cuba)



Radio Habana Cuba